

LE « PLAN DE SOUTIEN »

UN AVEU DES DIFFICULTÉS

UNE AGGRAVATION DE LA MÊME POLITIQUE

PAUL BOCCARA, GUY PELACHAUD

AVEU DE LA GRAVITE DU CHOMAGE PAR LE POUVOIR

Le mercredi 5 janvier 1972, au cours du Conseil des Ministres présidé par M. Pompidou, le gouvernement par l'entremise du Ministre du Travail, J. Fontanet, reconnaissait, après l'avoir niée pendant des mois, « l'érosion du plein emploi ». Ce problème occupe une part importante des délibérations du Conseil, à l'issue duquel des mesures furent annoncées, concrétisées le mercredi suivant par ce que le gouvernement baptisa pudiquement « Plan de soutien » ; Cela, quelques semaines après l'adoption du budget 1972 par l'Assemblée Nationale, un an après le début de la mise en œuvre du VI^e Plan.

Pendant des mois, malgré l'évidence des faits, le patronat et le pouvoir U.D.R. - indépendant - centriste ont nié l'importance et l'aggravation du chômage. M. Roger Martin, président-directeur général de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson déclarait dans une interview aux « Informations », en novembre 1971 : « En économie, bien des crises ne sont pas la conséquence inéluctable des faits, mais résultent de psychoses non justifiées ». Quant à M. François Ceyrac, vice-président du C.N.P.F., il dénonçait « les interprétations tendancieuses qui ont pour but, en entretenant l'inquiétude, notamment chez les jeunes, de créer un climat propice au développement de grandes manœuvres où la politique a plus à gagner que le progrès social » (1).

M. Giscard d'Estaing, lors d'une déclaration solennelle au cours de la discussion budgétaire devant le Sénat (2), affirmait : « Notre économie ne connaît encore ni chômage structurel, ni même, fort heureusement, de chômage conjoncturel. Les mutations importantes et souhaitables qui affectent notre pays ont seulement pour effet d'introduire un certain chômage frictionnel qui est de courte durée ». Telle était l'analyse du Ministre de l'Economie et des Finances au moment où tous les travailleurs s'inquiétaient des conséquences sociales des mesures de restructuration décidées par Wendel-Sidlor. Il était suivi en cela par M. Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière affirmant à l'annonce que le

1. Allocution devant la chambre syndicale des industries métallurgiques du Rhône (Figaro, 6-7/11/1971).

2. J.O. des débats du Sénat 19-11-71.

cap des 500.000 chômeurs reconnus officiellement était dépassé : « la situation n'est en rien alarmante, pour l'instant du moins » (1).

Début janvier 1972, le Premier Ministre, M. Chaban-Delmas dans un long article de « La Nation » (2), consacré à la « Nouvelle société », bavarde sur la revalorisation de la condition ouvrière sans dire un seul mot sur les problèmes de l'emploi.

Pendant ce temps, les mises en garde répétées des forces démocratiques, en particulier du Parti communiste français (3) et de la C.G.T. (4), étaient taxées d'alarmistes, voire de provocatrices : « Avons-nous en tant que Français, des raisons d'espérer ? Eh bien oui, n'en déplaise à tous les spécialistes de la triste figure... La situation de la France est appréciée par tous et enviée par beaucoup » (message de fin d'année du chef de l'Etat).

Après la reconnaissance de « l'érosion du plein emploi », le débat commence à changer d'aspect. On ne nie plus l'augmentation du chômage, il s'agit de minimiser sa gravité, de prétendre que la situation va cesser de se dégrader. Giscard d'Estaing, qui n'en est pas à une volte-face prêt, reconnaît, devant la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale (27-1-1972), la réalité du chômage, pour conclure : « Quant à l'emploi, il sera maintenu en 1972 au même niveau qu'à la fin de 1971 ».

On connaît en fait le niveau déprimé de l'emploi en fin 1971 (5). Bien plus, les perspectives de l'aggravation nouvelle du chômage sont loin d'être écartées par le Plan de soutien adopté par le Conseil des Ministres, le 12 janvier 1972. Ainsi, d'ailleurs, que les perspectives de difficultés tenant à la hausse rapide des prix au cours de 1971.

Quatre mesures conjoncturelles ont été adoptées.

a) **Suppression de la règle du butoir** et remboursement pour le passé, coût : 1,2 milliard de francs.

Le mécanisme général du butoir est le suivant : une entreprise fait payer à ses clients la T.V.A. sur leurs achats. Elle rembourse selon diverses procédures les sommes ainsi perçues au Trésor Public, en en déduisant la T.V.A. qu'elle a, elle-même, payé à ses fournisseurs. Toutefois, si l'entreprise a payé plus de T.V.A. qu'elle n'en a perçu, l'Etat ne lui rembourse pas la différence et elle doit se contenter d'une sorte de reconnaissance : c'est la règle du butoir.

Actuellement, 3 milliards sont détenus à ce titre par le Trésor. Ces 3 milliards se répartissent en 750 millions pour le crédit bail, 800 millions pour l'agriculture, 350 millions pour le commerce, le reste concernant l'industrie et la distribution.

La mesure prise consiste à supprimer pour l'avenir la règle du butoir et à rembourser à 25 % les butoirs anciens.

Le remboursement des 25 % des butoirs en vigueur en 1971 se

1. Le Monde du 25-11-71

2. La Nation du 4-1-72.

3. Déclaration du Bureau Politique du 4-11-71.

4. Déclaration, à la Commission Supérieure de l'Emploi le 17-12-71.

5. Cf. « Economie et Politique », janvier 1972 « Le chômage, situation et évolution récente », par A. Rezo.

montera à 500 millions de francs. Il s'appliquera à toutes les activités économiques, mais favorisera bien entendu les grosses entreprises qui ont investi le plus.

Pour l'avenir, la création de nouveaux butoirs étant supprimée, la perte de recettes sera de 700 millions de francs.

Au total, ce nouveau cadeau aux entreprises coûtera à l'Etat au moins 1,2 milliard de francs, chiffre officiellement avoué.

b) **Mesures concernant les entreprises nationales.** Aucun financement nouveau; le gouvernement se contente d'accélérer les dépenses d'investissements déjà prévues.

c) **Logement.**

Aucun financement nouveau malgré les énormes retards. Il a été décidé d'avancer au premier semestre, des commandes du génie civil pour un montant de 500 millions de francs, ainsi que d'anticiper l'engagement de crédit pour environ 1 milliard destiné aux H.L.M. locatives.

d) **Baisse d'un demi point du taux d'escompte.**

En un an, le taux de l'escompte français aura été réduit d'un point. La première baisse est du 8-1-1971, date à laquelle il passait de 7 à 6,5 %. Il avait remonté à 6,75 % le 13 mai 1971. Le 28-10-1971, il était ramené à 6,50 % et le 14-1-1972 à 6 %.

Cette baisse est conforme à la tendance générale à la baisse des taux d'intérêts dans le monde. Toutefois, le taux français reste le plus élevé.

Cette mesure, en permettant une baisse du taux minimum des crédits d'équipements à 5 ans réescomptables, apparaît comme une aide supplémentaire en faveur des investissements des grosses entreprises privées.

Au total, ce plan porte sur 2,2 milliards de financement complémentaire de l'économie, si l'on raisonne en termes annuels. En termes semestriels, ce sont 4,5 milliards de plus qui seront engagés au premier semestre. Ces mesures sont destinées à aider en priorité les grandes entreprises, soit directement (suppression de la règle du butoir), soit indirectement (accélération des marchés publics).

Comme le souligne le rapport de Georges Marchais lors de la session du Comité central des 20 et 21 janvier 1972, ce plan qui consiste pour l'essentiel en de nouveaux cadeaux (fiscaux et autres) aux grandes entreprises, ne résoud ni les problèmes de la hausse des prix ni celui du chômage.

En effet, la situation actuelle résulte essentiellement de l'excès formidable de l'accumulation des capitaux monopolistes en face des limites de la croissance de la plus-value et de la nécessité

pour rémunérer ces capitaux de gonfler les profits par la hausse des prix.

Cette hausse des prix, généralisée et accélérée dans tout le monde capitaliste depuis trois ans, provoque à son tour l'insuffisance des débouchés et le chômage. Sous la pression de la concurrence exacerbée, la productivité augmente de plus en plus par élimination des travailleurs, tandis que la consommation personnelle et collective des masses ne s'accroît pas en proportion. C'est pourquoi, malgré des hauts et des bas, les difficultés fondamentales ne peuvent être supprimées tant que le but déterminant reste de favoriser l'accumulation des capitaux et les profits des monopoles (1).

VAINS EFFORTS DU POUVOIR POUR NIER LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE CAPITALISTE

Le pouvoir a nié la croissance des difficultés à la fin de 1971 pour essayer de tromper les travailleurs. Bien plus, il a érigé en moyen de gouvernement l'optimisme officiel. Il cherche à faire croire, avec un certain nombre d'économistes, qu'afficher la confiance peut engendrer la confiance des « agents économiques ».

Pompidou, interviewé à la télévision le 23 décembre 1971 sur le « problème français » de l'emploi, des revenus et des prix, déclare que la « plus importante des données statistiques c'est probablement le climat ». Ajoutant que dans tous les pays (sous-entendu capitalistes) s'est installé un climat de pessimisme et chez nous une morosité, il affirme : « Je pense que le climat va changer..., que les gens plus certains de l'avenir, vont se décider, et que cela favorisera l'investissement et... le niveau de l'emploi ».

Dans son discours de vœux du 1^{er} janvier, le Président de la République ajoute : « Nous sommes parmi les heureux, la situation de la France est... enviée par beaucoup ». Quant à Chaban-Delmas, il s'attache à célébrer le « progrès social des treize dernières années » et le « dynamisme de la croissance des entreprises françaises » (2).

Quelques jours après ces déclarations, le Conseil des Ministres doit reconnaître ce qu'il appelle « l'érosion » du plein emploi. En même temps il doit avouer une hausse des prix de 6 % pour 1971, le double de ce qui avait été prévu (la hausse effective atteignant, selon l'indice de la C.G.T., 9,5 %) et enregistrer le retard de la croissance sur l'objectif inscrit dans le VI^e Plan.

Moins de trois mois après les déclarations de Giscard d'Estaing (3), selon lesquelles l'économie française ne connaissait ni chômage structurel, ni même conjoncturel, mais seulement un chômage passager qualifié de frictionnel — le Conseil des Minis-

1. Cf. « Economie et Politique », juillet-août 1971, « Quelques perspectives de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat », par P. Boccarda.

2. La Nation, 4-1-1972

3. Discours au Sénat de novembre 1971.

1. Cf. déclaration de Fontanet et communication de Léo Hamon.

tres est contraint de reconnaître l'aggravation du chômage (1). Il en cherche les causes dans les difficultés de la « conjoncture internationale », voire dans les conditions techniques du progrès de la productivité dans une « société industrielle » (1). Cette « analyse », si elle continue d'ignorer la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, reconnaît donc le caractère non seulement conjoncturel, mais aussi structurel, des difficultés présentes.

Cette crise de structure, sur laquelle le XIX^e Congrès du Parti communiste français a attiré l'attention dès le début de 1970, ne résulte pas de simples difficultés conjoncturelles de surproduction, mais d'une tendance fondamentale et durable aux difficultés de l'activité économique. En dépit des hauts et bas relatifs de la conjoncture, la crise continue à s'approfondir.

2. Discours au Sénat de novembre 1971.

C'est le système même de l'intervention économique massive de l'Etat et de la mobilisation des moyens publics au bénéfice des monopoles — le capitalisme monopoliste d'Etat — qui est atteint aujourd'hui dans ses fondements. Il ne s'agit pas de poser de façon simpliste le problème d'une « grande récession mondiale », dont Giscard d'Estaing déclare néanmoins avec imprudence qu'elle doit être « totalement écartée » (2). Il s'agit essentiellement de la lenteur nouvelle de la croissance dans des conditions de chômage plus important et plus durable et avec une tendance à la difficulté générale des débouchés.

3. Mais elle a sa base dans l'économie, dans le dérèglement profond de la vie sociale auquel aboutit actuellement la domination de la production par les monopoles capitalistes avec l'aide financière de l'Etat. Le caractère de plus en plus visible des fondements économiques de la crise sociale s'oppose aux déclarations de Pompidou évoquant, dans son discours de novembre à l'UNESCO, la « société désaccordée et mise en cause » en prétendant : « La question, à mon sens, n'est ni économique ni politique. Elle est morale et métaphysique ».

Dans les conditions présentes, la crise du capitalisme monopoliste d'Etat se révèle à l'échelle internationale avec la tendance générale, depuis 1967-1969, au ralentissement de la croissance de la production capitaliste accompagné d'un chômage nettement plus important et durable. Le fait que les Etats-Unis, le Canada, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, les pays-Bas et le Japon connaissent aussi une aggravation du chômage en 1971, loin de pouvoir nous consoler, comme le suggère Pompidou, montre la profondeur des difficultés à vaincre. Le début de la crise se révèle aussi avec l'accélération de l'inflation, le dérèglement du système monétaire capitaliste et l'exacerbation de la concurrence sur le marché international. Il se manifeste aussi par la montée des luttes sociales dans tout le monde capitaliste, de la Suède à l'Amérique latine. Cette crise de structure atteint notre pays. Elle se manifeste dans tous les domaines : économique, politique, idéologique, etc. (3).

En 1971, plusieurs spécialistes non marxistes français commencent à évoquer le ralentissement général de la croissance dans le monde capitaliste et les nouvelles conditions économiques comme celle de l'inflation. C'est le cas, par exemple, de plusieurs participants à des débats organisés sur la « stagflation » (néologisme évoquant l'inflation accompagnée de chômage et de croissance médiocre) le 31 juin 1971 et le 15 novembre 1971 à la Maison internationale des « Futuribles ».

Malgré les oppositions véhémentes de certains économistes pour

lesquels les difficultés actuelles sont conjoncturelles et passagères, d'autres, comme M. Denizet, n'ont pas hésité au cours de ces débats à insister sur la profondeur du changement de conditions de la croissance. Ont été notamment évoquées les bases techniques du changement, qui seraient constituées par la progression des activités de service caractérisées par une faible croissance de la productivité en regard des activités industrielles. D'autres économistes enfin, comme M. Lepas vont jusqu'à évoquer un retournement à l'intérieur d'une longue fluctuation de 50 à 60 ans du type de celles analysées dans les années 1920 par le conjoncturiste soviétique Kondratieff.

Depuis 1968, « Economie et Politique » a attiré l'attention (1) sur ce tournant pour caractériser le début de la crise du C.M.E. Il ne s'agit pas de simples problèmes technologiques. L'intervention publique, dans le C.M.E., favorisant l'accumulation des monopoles privés, a conduit à une situation de suraccumulation profonde et durable de capital, analogue à celle qui a présidé au tournant de la fluctuation Kondratieff en direction de la longue phase de tendance dépressive vers 1920.

1. Cf. Economie et Politique, n° 168-169, juillet-août 1968.

Cependant, la gravité et l'originalité de la nouvelle longue phase de difficulté qui commence, se fonde sur trois caractères particuliers.

C'est l'intervention publique au bénéfice des monopoles qui est mise en cause désormais, au lieu de représenter la perspective et l'issue comme dans les années 1920.

A l'excès formidable d'accumulation des capitaux, en face des limites de la croissance de la plus-value, s'ajoutent de façon qualitativement nouvelle le poids des prélèvements publics pour les consommations collectives et les travaux improductifs qui s'y rattachent. L'accumulation et le profit ne peuvent supporter la croissance de ces consommations exigée par le progrès technique, sans réagir par l'inflation et les exigences du freinage de ces consommations.

L'excès d'accumulation durable, entraînant la tendance à la surproduction et au chômage plus important, se rattache aux débuts de la révolution scientifique et technique. Elle n'exige pas seulement une certaine diminution du travail passé accumulé dans les moyens de production et un certain développement de l'éducation et de la recherche, comme déjà dans les années 1920. Elle exige que, désormais, le progrès de la productivité se fonde de façon prioritaire sur le développement des capacités des travailleurs, de l'éducation et de la recherche.

Certes, il ne s'agit pas de voir l'évolution future comme caractérisée par l'aggravation continue et catastrophique des difficultés. Les possibilités d'intervention publique et la pression des luttes populaires sont à prendre en compte. Les fluctuations conjoncturelles et donc les possibilités de reprises n'ont pas disparu.

Cependant, dans la nouvelle atmosphère économique, non seulement la croissance capitaliste tend à s'effectuer au milieu de certaines difficultés persistantes de l'emploi, des débouchés, de la monnaie, mais encore les périodes de difficultés graves tendent à être plus fréquentes et plus prolongées.

L'AGGRAVATION DES ORIENTATIONS NEFASTES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Le pouvoir maintient ses orientations fondamentales ayant pour but de favoriser l'accumulation et les profits des monopoles. Il cherche la solution des difficultés actuelles par la mise en œuvre d'une politique accentuant le soutien aux intérêts généraux des monopoles, et qui ne peut donc, à terme, que renforcer les tendances profondes à l'origine de ces difficultés.

Déjà à la fin de 1967, l'orientation favorisant systématiquement la croissance des « accumulations » des monopoles capitalistes en vue du débouché extérieur, au détriment des dépenses individuelles et collectives des travailleurs, avait conduit à un début de chômage massif. Le progrès de la production et le recul du chômage sous l'effet des conquêtes des luttes de mai-juin 1968 se font toujours dans un cadre structurel et avec une politique économique favorisant avant tout l'accumulation monopoliste. D'où, le déchaînement de l'inflation des prix entraîné par la majoration des profits et l'évasion spéculative des capitaux.

Actuellement, les conditions de la conjoncture internationale sont plus mauvaises. La suraccumulation nationale et mondiale s'est aggravée, mais le pouvoir persiste dans ses orientations.

Dans son discours au Sénat de novembre 1971, Giscard d'Estaing évoquant la seule défense du plein emploi — dont il prétendait qu'il n'était pas atteint — réaffirme que l'action gouvernementale portera principalement sur ces « éléments de la demande » que sont l'exportation et l'investissement. Dans un article de janvier 1972, de « l'Usine Nouvelle », M. Bernard Esambert, conseiller du Président de la République pour les affaires industrielles, déclare que quels que soient, en 1972, la conjoncture internationale ou les phénomènes propres à notre société, priorité sera gardée à l'investissement industriel privé tourné vers le marché planétaire.

Quand Fontanet reconnaît au Conseil des Ministres le lien qui existe entre le chômage et les difficultés des débouchés extérieurs, ou, selon ses propres termes les « effets dépressifs de la conjoncture internationale », Pompidou répond qu'il faut redoubler d'effort pour l'exportation sur les marchés mondiaux. Il n'est pas question de développement de la demande intérieure individuelle et collective des travailleurs. Pourtant, ce développement permettrait non seulement une relance de la pro-

duction, mais de promouvoir la croissance de la production et de la productivité en fondant le progrès technique sur le progrès social. Cependant, une telle politique exigerait que l'économie ne soit plus dominée par l'accumulation monopoliste, avec ses multiples doubles emplois, ses gaspillages, son évasion spéculative.

Quant aux sommes allouées pour la mise en congé de formation mesures en faveur de l'accumulation monopoliste, et des cadeaux aux trusts dont la suppression ou réduction de T.V.A. Non seulement les gaspillages des investissements dits productifs des monopoles pourront continuer, mais encore une partie importante des sommes en question pourra être utilisée à la spéculation ou à l'évasion des capitaux (achats de titres étrangers, etc.). Quant aux dépenses publiques pour les H.L.M. et aux investissements des entreprises nationales, il s'agit de maintenir les dépenses prévues dans le budget 1972, sans accroissement, avec seulement une accélération des dépenses, les sommes prévues pour l'année étant engagées en plus grande partie au premier semestre.

Les sommes allouées pour la mise en congé de formation des travailleurs dans le cadre de la formation continue, elles ne font pas partie du plan de soutien. Arrachées par les luttes des travailleurs, même si le pouvoir et le patronat s'en prévalent, elles sont extrêmement insuffisantes par rapport aux besoins.

La faiblesse générale du plan gouvernemental, malgré la gravité du chômage et de la situation extérieure, se révèle même par cette expression de « soutien » : le gouvernement louvoie, en espérant que les difficultés se tasseront. Pourtant, les perspectives du chômage en France sont celles d'une aggravation en 1972, en raison notamment des difficultés des débouchés et des conditions nouvelles du progrès de la productivité. Les difficultés des débouchés extérieurs sont renforcées par le ralentissement de la croissance en Allemagne fédérale et par les effets du « réajustement » monétaire de Washington. Même si la reprise américaine et mondiale est suffisamment forte en 1973, elle se fera dans les nouvelles conditions de la longue phase de difficultés, c'est-à-dire, entre autres, sans supprimer le problème d'un certain chômage durable plus important que par le passé et prompt à s'aggraver. L'opposition entre les critiques faites au plan de soutien à partir de constatations analogues par certains commentateurs, comme par exemple A. Vernholes et R. Courbis, est révélatrice de la profondeur des difficultés actuelles.

Les deux commentateurs déclarent que les investissements productifs sont insuffisants face à la montée considérable du chômage dans notre pays. Tous deux admettent que le gouvernement a refusé la relance par la stimulation de la demande de consommation intérieure en arguant du risque de la hausse des prix. Tous deux estiment que le plan de soutien n'empêchera pas l'aggravation du chômage en 1972.

Cependant, le premier réclame la relance par la stimulation de

la consommation populaire intérieure. Il affirme qu'on ne peut obliger les capitalistes à investir suffisamment dans la production par des cadeaux financiers. Le second réclame, au contraire, des aides publiques et des cadeaux fiscaux plus importants aux investisseurs privés industriels. Il affirme que l'élévation de la demande de consommation ne peut entraîner à moyen terme une augmentation suffisante de l'investissement et de l'emploi.

En réalité, l'un se heurte au fait que les faveurs financières accordées aux grands capitalistes ne permettent pas de favoriser l'investissement techniquement nécessaire au progrès de la production et de l'emploi. L'autre se heurte, de plus, au fait que la simple hausse de la demande de consommation ne peut changer les comportements concernant les prix, l'accumulation et le progrès de la productivité des entreprises privées qui dominent l'économie française. Ce qui est nécessaire, c'est que la croissance de la consommation (privée et collective) des travailleurs soit fondée sur une restructuration de l'appareil productif et la suppression des gâchis représentés par l'accumulation et les profits des monopoles.

On voit dans ces conditions que le Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire n'est pas seulement possible, en raison du gâchis des ressources nationales par l'accumulation capitaliste et par le chômage lui-même. Ce Programme est nécessaire, en raison de la crise nationale de la société capitaliste française dans le cadre de la crise du C.M.E. Le pouvoir lui-même commence à faire l'aveu de la profondeur des difficultés, en évoquant non seulement l'érosion de l'emploi, mais ses racines profondes, dans les conditions techniques du développement industriel en France, et dans la conjoncture internationale détériorée. Mais il fait aussi l'aveu de son incapacité d'en sortir par le maintien des orientations fondamentales qui ont conduit aux difficultés actuelles. Ce qui se traduit dans la conjoncture actuelle par la faiblesse et le caractère inopérant de son plan de soutien.

A l'inverse, le changement de structure prévu par le Programme, avec notamment la réalisation d'un seuil minimum de nationalisations (concernant le secteur bancaire et les secteurs-clés de l'industrie), permettrait d'engager immédiatement une nouvelle politique économique sortant la France des difficultés, où l'embourbe avec obstination le pouvoir au service des intérêts généraux des monopoles capitalistes. Cette nouvelle politique s'insérerait dans une stratégie audacieuse et réaliste de la croissance, fondée sur les nouvelles conditions techniques requérant le développement prioritaire des capacités des travailleurs et l'utilisation rationnelle de toutes les ressources nationales dans le cadre d'une planification démocratique.